

Les Hongrois entrent en résistance

Écrit par MERCIER, JONAS
Mardi, 28 Juin 2011

Vendredi 24 juin 2011 Roumanie Tensions en Transylvanie sur un projet de redécoupage territorial, le premier depuis Ceausescu

BUCAREST

DE NOTRE CORRESPONDANTE En Roumanie, certains sujets sont toujours source de tensions lorsqu'ils sont l'objet de débats publics. Celui de la minorité hongroise en est un. Tout est parti d'une proposition du président roumain, Traian Basescu, sur la réorganisation territoriale du pays. Des 41 départements actuels, le chef de l'Etat n'en garderait que 8, beaucoup plus grands et plus puissants. Ce nouveau système administratif permettrait, selon lui, de réduire la bureaucratie, d'accélérer la décentralisation et de réduire la corruption.

«

Nous sommes d'accord avec cette réforme. Nous pensons même qu'elle aurait dû être faite dès la chute du régime communiste

», estime Toro Tibor, le président exécutif du Conseil national magyar de Transylvanie, une organisation civique de la minorité hongroise de Roumanie, qui ambitionne d'entrer en politique. «

Mais il faut tenir compte des régions historiques et non pas redessiner la carte de façon artificielle

». Dans ce nouveau découpage administratif, l'enclave sicule – principale composante de la communauté magyare –, un territoire aussi vaste que la Wallonie et majoritairement peuplé de Hongrois, serait en effet intégrée à l'une de ces grandes régions. Et cette perspective est loin de plaire aux Magyars de Roumanie.

La semaine dernière, la branche la plus radicale des activistes hongrois a déjà lancé un appel à

«

l'insoumission civile

». Le problème a même pris une ampleur internationale. Le vice-Premier ministre hongrois, Zsolt Semjén, a déclaré que l'unité des Magyars de la région était «

une question de vie ou de mort

». En réponse, Bucarest a aussitôt dénoncé «

une ingérence

».

Qui cédera le premier ?

Mais c'est au niveau national que cette réorganisation territoriale agite le plus. Membre de la coalition au pouvoir, l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR) a annoncé la couleur dès le début des hostilités. «

Nous avons l'intention de bloquer cette réforme en utilisant des moyens parlementaires et démocratiques

», a déclaré son leader, Kelemen Hunor. Et sa formation possède un argument de taille pour faire pression sur le Premier ministre Emil Boc. L'actuelle coalition au pouvoir possède en effet une très faible majorité au Parlement. Si elle engage sa responsabilité devant les députés, l'UDMR refusera d'apporter son soutien.

«

L'Union magyare n'a aucun avantage à sortir du gouvernement

», estime pourtant l'analyste politique Radu Alexandru. «

Son but inavoué est d'obtenir l'autonomie de l'enclave sicule, elle a donc tout intérêt à rester

Les Hongrois entrent en résistance

Écrit par MERCIER, JONAS
Mardi, 28 Juin 2011

dans la majorité. Et opter, en guise d'opposition, pour des moyens civiques
». C'est comme si c'était fait : Kelemen Hunor a déclaré qu'il «
n'exclut pas

» que les Magyars sortent manifester si cette réforme n'était pas modifiée.

Cette situation rappelle de mauvais souvenirs. La dernière réorganisation territoriale en Roumanie a été faite par Ceausescu en 1968. A l'époque, les Hongrois de Transylvanie étaient déjà sortis dans la rue et avaient en partie eu gain de cause.

=====

CONTEXTELe problèmeLa Roumanie est le pays limitrophe de la Hongrie qui compte le plus de citoyens d'origine magyare – 1,4 million de personnes. Selon le dernier recensement effectué en 2002, les trois départements du centre du pays que sont Harghita, Covasna et Mures et qui composent l'enclave sicule comptent respectivement 85%, 74% et 39% de Hongrois.

L'enjeuLe projet de réorganisation territoriale proposé par la majorité intégrerait ces trois départements dans un nouveau territoire administratif bien plus vaste. Le leader de la principale formation politique de la minorité hongroise de Roumanie s'oppose catégoriquement à ce modèle qui, d'après lui, aura un effet de « *dilution* »

de la communauté magyare de cette région. Il s'est d'ailleurs allié à la voix des radicaux en prévoyant des manifestations.

A suivre

Le ton est monté d'un cran entre Bucarest et Budapest depuis que la semaine dernière, le vice-Premier ministre hongrois, Zolt Semjén, a déclaré que la Roumanie devait

« *assumer ses engagements internationaux de ne pas changer par la force la carte ethnique* » du pays. (J. M.)